

droit, qui est au coeur de la stabilité à long terme et de la croissance durable. Les économies peuvent croître malgré un environnement peu respectueux des droits de la personne, mais elles ne croîtront jamais à cause de celui-ci. Et elles n'atteindront pas leur plein potentiel si les libertés fondamentales sont restreintes.

Le Canada reconnaît les grands progrès faits par la Chine ces dernières années pour améliorer les conditions de vie de sa population. Nous restons toutefois préoccupés du fait qu'un plus grand effort est requis afin de respecter la liberté d'expression, de culte ou de dissidence pacifique et ce, dans l'ensemble du pays et au Tibet en particulier. Nous saluons la signature récente du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels par la Chine, de même que l'indication qu'une ratification rapide suivra, et espérons que la Chine posera des gestes similaires dans le cas du Pacte relatif aux droits civils et politiques. Le Canada est aussi encouragé par la volonté du gouvernement chinois de discuter de façon ouverte et constructive des droits de la personne.

Nous sommes heureux que l'Indonésie soit elle aussi disposée à discuter des droits de la personne avec nous. En octobre dernier, à Jakarta, nos gouvernements ont été les hôtes d'un colloque sur les droits de la personne et nous sommes encouragés du fait que nos commissions nationales des droits de la personne poursuivent leur coopération. Cela dit, les contraintes persistantes aux libertés d'association et d'expression restent préoccupantes. Par ailleurs, nous demandons instamment aux autorités au Timor oriental de respecter entièrement les garanties prévues par la loi ainsi que les droits de la personne et nous exhortons toutes les parties à faire preuve de modération face à l'escalade de la violence. Nous avons bon espoir que si toutes les parties concernées y mettent la volonté politique nécessaire, une solution juste, durable et internationalement acceptable est à portée de main.

Les droits de la personne et la démocratie sont des concepts qui se renforcent mutuellement. Si un régime n'est pas pleinement représentatif, s'il n'y a pas périodiquement des élections libres, la seule avenue sûre afin de conserver le pouvoir est de recourir à la force. Un gouvernement qui traduit véritablement la volonté de la population n'a nul besoin de recourir à la force et à l'intimidation pour se maintenir au pouvoir.

Au Sierra Leone, le renversement violent du gouvernement d'Ahmad Tejan Kabbah a entraîné un effondrement de l'ordre public et de nombreuses violations des droits de la personne. Nous appuyons entièrement les efforts faits par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'ONU et d'autres pour rétablir le gouvernement légitime et restaurer un climat de paix.